

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Route Owendo Bypass : ça se précise

MSM
Libreville/Gabon

RISE Gabon, filiale du Fonds gabonais d'investissements stratégiques (FGIS) dédiée à l'investissement pour le développement des infrastructures au Gabon, née d'un partenariat entre la République gabonaise et la Banque islamique de développement (BID), a annoncé la sélection de SCET Tunisie en tant que bureau d'études pour le projet routier d'Owendo Bypass. Leader de l'ingénierie en Afrique, l'expert tunisien a plus de 50 ans d'expérience sur le continent et a été sélectionné dans le cadre

d'un appel d'offres international restreint. La collaboration entre RISE Gabon, SCET Tunisie et la Société d'aménagement du Grand Libreville (SAGL), maître d'ouvrage délégué pour le volet technique du projet, concerne la réalisation des études de conception, des études d'impact environnemental et social et d'une mission Système Sécurité Incendie (SSI). Ces études permettront d'assurer la faisabilité économique, financière, juridique, environnementale, sociale et technique de l'infrastructure. Le projet d'infrastructure routière d'Owendo Bypass consiste en un lien routier direct à péage, d'environ 17 km de longueur, connectant la route nationale 1, par le PK15, la zone économique

spéciale de Nkok et la commune d'Owendo. Selon ses concepteurs, en reliant le port d'Owendo à la Zone économique à régime privilégié (Zerp) de Nkok tout en contournant Libreville, le projet permettra une plus grande fluidité du transport urbain et une optimisation de l'évacuation vers le port des produits issus des filières stratégiques mines et bois. L'infrastructure permettra également un gain de 20 minutes pour les automobilistes, ainsi qu'un taux de réduction de 45% du coût de la consommation d'essence pour les véhicules et les poids lourds, bénéficiant ainsi à la fois aux habitants de la zone et aux acteurs économiques gabonais.



Photo: DR/L'Union

La carte de la voie de contournement PK15-Owendo.

Former aux techniques agricoles pour soutenir les PME



Photo: GMNN

Les bénéficiaires de la formation aux techniques agricoles.

GMNN
Libreville/Gabon

LA Gabonaise de chimie pour l'industrie, l'agriculture et l'élevage relance, courant mars, son programme d'aide technique aux PME agricoles. Ces dernières années, l'entreprise s'emploie à assister les agriculteurs et les éleveurs dans l'acquisition des qualités techniques en vue d'augmenter les productions des fermes et plantations locales. Objectif : contribuer à la baisse des importations des denrées alimentaires en provenance des pays voisins et atteindre l'autosuffisance alimentaire. Ce sont les secteurs de

l'Agriculture et de l'Élevage qui sont concernés par les thèmes de formation au cours de ce premier semestre 2022, avec notamment une session autour de la mise en place et la réalisation d'une pépinière, la mise en place des cultures vivrières, les techniques de nettoyage. Mais également, la désinfection d'un bâtiment d'élevage, les techniques de production de plants de bananier, en même temps que les normes du matériel d'élevage, etc. Bien que disposant de sols fertiles, le Gabon importe ses produits alimentaires du Cameroun, du Congo, d'Afrique du Sud, du Brésil et de France. C'est ainsi que le secteur agricole gabonais dépend à plus de 60 % des importations.

COP15 : la position du Gabon en discussion parmi les experts nationaux



Photo: GMNN

La quarantaine d'experts nationaux au sortir des travaux.

GMNN
Libreville/Gabon

DISCUTER des questions qui vont être développées lors de la prochaine réunion internationale sur la biodiversité ; proposer une position commune du Gabon par rapport à ces préoccupations. Tel est l'objet de la rencontre qui a réuni l'autre vendredi, au ministère des Eaux et Forêts, une quarantaine d'experts nationaux. Issus des administrations publiques, des instituts de recherche et des écoles de formation ainsi que des conventions des Nations unies en lien avec l'environnement

et le climat ces experts ont débattu de la gestion durable de la biodiversité et des ressources biologiques. "Au niveau international, il y a souvent des décisions prises qui peuvent avoir des impacts sur les populations. Aussi s'agit-il pour le Gabon d'avoir une position à la fois pour défendre ses populations et sa biodiversité. Mais également de concilier la conservation avec le développement et le bien-être des populations", a expliqué Emmanuel Bayani Ngoyi, point focal du protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques. Organisé par la Direction générale de l'environnement et

de la protection de la nature (DGEPN) et appuyé par le projet BIODEV2030 mis en œuvre par le Fonds mondial pour la nature WWF-Gabon, cet atelier a donné l'occasion à Nathalie Nyare Essima, coordinatrice dudit projet, d'exposer sur un exemple de position. Laquelle sera défendue par son organisation à la COP15. L'atelier a également passé en revue le cadre mondial biodiversité post-2030. À noter que cette rencontre se tient en prélude à la 15e conférence des parties à la convention sur la diversité biologique (COP15 CDB) qui se tiendra à Kunming, en Chine d'ici à fin 2022.